



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

**BOAMP.fr**

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

## Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:24-72998>

Département(s) de publication : **92**

Annonce n° **24-72998**

---

### Section 1 - Acheteur

#### 1.1 Acheteur

**Nom officiel** : Ville de La Garenne-Colombes

**Forme juridique de l'acheteur** : Autorité locale

**Activité du pouvoir adjudicateur** : Services d'administration générale

### Section 2 - Procédure

#### 2.1 Procédure

**Titre** : Fourniture et livraison de matériels informatiques

**Description** : Fourniture et livraison de matériels informatiques

**Identifiant de la procédure** : ba686098-b7a9-444b-8f39-c4fa0774e8c1

**Type de procédure** : Ouverte

##### 2.1.1 Objet

**Nature du marché** : Fournitures

**Nomenclature principale ( cpv )** : 30230000 Matériel informatique

##### 2.1.2 Lieu d'exécution

**Adresse postale** : 68 boulevard de la République

**Ville** : La Garenne-Colombes

**Code postal** : 92250

**Subdivision pays (NUTS)** : Hauts-de-Seine ( FR105 )

**Pays** : France

##### 2.1.4 Informations générales

**Base juridique** :

### 2.1.6 Motifs d'exclusion

Insolvabilité : Conformément aux dispositions des articles L. 21411 à L. 2141.14 du Code de la commande publique, le candidat ne doit pas être dans un de ces cas d'interdiction de soumissionner.

Accords avec d'autres opérateurs économiques en vue de fausser la concurrence : Conformément aux dispositions des articles L. 21411 à L. 2141.14 du Code de la commande publique, le candidat ne doit pas être dans un de ces cas d'interdiction de soumissionner.

Travail des enfants et autres formes de traite des êtres humains : Conformément aux dispositions des articles L. 21411 à L. 2141.14 du Code de la commande publique, le candidat ne doit pas être dans un de ces cas d'interdiction de soumissionner.

Motifs d'exclusion purement nationaux : Conformément aux dispositions des articles L. 21411 à L. 2141.14 du Code de la commande publique, le candidat ne doit pas être dans un de ces cas d'interdiction de soumissionner.

Fraude : Conformément aux dispositions des articles L. 21411 à L. 2141.14 du Code de la commande publique, le candidat ne doit pas être dans un de ces cas d'interdiction de soumissionner.

Participation à une organisation criminelle : Conformément aux dispositions des articles L. 21411 à L. 2141.14 du Code de la commande publique, le candidat ne doit pas être dans un de ces cas d'interdiction de soumissionner.

Résiliation, dommages et intérêts ou autres sanctions comparables : Conformément aux dispositions des articles L. 21411 à L. 2141.14 du Code de la commande publique, le candidat ne doit pas être dans un de ces cas d'interdiction de soumissionner.

Situation analogue à la faillite prévue dans la législation nationale : Conformément aux dispositions des articles L. 21411 à L. 2141.14 du Code de la commande publique, le candidat ne doit pas être dans un de ces cas d'interdiction de soumissionner.

Faillite : Conformément aux dispositions des articles L. 21411 à L. 2141.14 du Code de la commande publique, le candidat ne doit pas être dans un de ces cas d'interdiction de soumissionner.

Manquement aux obligations dans le domaine du droit environnemental : Conformément aux dispositions des articles L. 21411 à L. 2141.14 du Code de la commande publique, le candidat ne doit pas être dans un de ces cas d'interdiction de soumissionner.

Conflit d'intérêt créé par sa participation à la procédure de passation de marché : Conformément aux dispositions des articles L. 21411 à L. 2141.14 du Code de la commande publique, le candidat ne doit pas être dans un de ces cas d'interdiction de soumissionner.

Coupable d'une faute professionnelle grave : Conformément aux dispositions des articles L. 21411 à L. 2141.14 du Code de la commande publique, le candidat ne doit pas être dans un de ces cas d'interdiction de soumissionner.

Païement d'impôts et taxes : Conformément aux dispositions des articles L. 21411 à L. 2141.14 du Code de la commande publique, le candidat ne doit pas être dans un de ces cas d'interdiction de soumissionner.

Infractions terroristes ou infractions liées aux activités terroristes : Conformément aux dispositions des articles L. 21411 à L. 2141.14 du Code de la commande publique, le candidat ne doit pas être dans un de ces cas d'interdiction de soumissionner.

Biens administrés par un liquidateur : Conformément aux dispositions des articles L. 21411 à L. 2141.14 du Code de la commande publique, le candidat ne doit pas être dans un de ces cas d'interdiction de soumissionner.

Païement des cotisations de sécurité sociale : Conformément aux dispositions des articles L. 21411 à L. 2141.14 du Code de la commande publique, le candidat ne doit pas être dans un de ces cas d'interdiction de soumissionner.

Association directe ou indirecte à la préparation de cette procédure de passation de marché : Conformément aux dispositions des articles L. 21411 à L. 2141.14 du Code de la commande publique, le candidat ne doit pas être dans un de ces cas d'interdiction de soumissionner.

État de cessation d'activités : Conformément aux dispositions des articles L. 21411 à L. 2141.14 du Code de la commande publique, le candidat ne doit pas être dans un de ces cas d'interdiction de soumissionner.

Manquement aux obligations dans le domaine du droit social : Conformément aux dispositions des articles L. 21411 à L. 2141.14 du Code de la commande publique, le candidat ne doit pas être dans un de ces cas d'interdiction de soumissionner.

Corruption : Conformément aux dispositions des articles L. 21411 à L. 2141.14 du Code de la commande publique, le candidat ne doit pas être dans un de ces cas d'interdiction de soumissionner.

Blanchiment de capitaux ou financement du terrorisme : Conformément aux dispositions des articles L. 21411 à L. 2141.14 du Code de la commande publique, le candidat ne doit pas être dans un de ces cas d'interdiction de soumissionner.

Concordat : Conformément aux dispositions des articles L. 21411 à L. 2141.14 du Code de la commande publique, le candidat ne doit pas être dans un de ces cas d'interdiction de soumissionner.

Manquement aux obligations dans le domaine du droit environnemental : Conformément aux dispositions des articles L. 21411 à L. 2141.14 du Code de la commande publique, le candidat ne doit pas être dans un de ces cas d'interdiction de soumissionner.

## Section 5 - Lot

### 5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0001

**Titre** : Fourniture et livraison de matériels informatiques

**Description** : Les prestations relatives à la fourniture et la livraison de matériels informatiques font l'objet d'un accord-cadre mono attributaire à bons de commande avec minimum et maximum: - Montant minimum annuel : 5 000 € HT ; - Montant maximum annuel : 120 000 € HT

**Identifiant interne** : 2024-023

#### 5.1.1 Objet

**Nature du marché** : Fournitures

**Nature supplémentaire du marché** : Services

**Nomenclature principale ( cpv ):** 30230000 Matériel informatique

**Options :**

**Description des options :** Possibilité d'utiliser les dispositions de la réglementation en vigueur pour modifier des prestations prévues initialement ou pour ajouter des prestations non prévues initialement.

**5.1.2 Lieu d'exécution**

**Adresse postale :** 68 boulevard de la République

**Ville :** La Garenne-Colombes

**Code postal :** 92250

**Subdivision pays (NUTS) :** Hauts-de-Seine ( FR105 )

**Pays :** France

**Informations complémentaires :**

**5.1.6 Informations générales**

**Participation réservée :** La participation n'est pas réservée.

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

**Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP) :** non

**Informations complémentaires :** L'accord-cadre est conclu pour une période initiale d'un an à compter de sa date de notification. Il peut être reconductible 3 fois une année.

**5.1.9 Critères de sélection**

**Critère :**

**Type :** Capacité économique et financière

**Description :** Se reporter à l'article 4.3 du règlement de la consultation

**Critère :**

**Type :** Capacité technique et professionnelle

**Description :** Se reporter à l'article 4.3 du règlement de la consultation

**5.1.10 Critères d'attribution**

**Critère :**

**Type :** Prix

**Description :** Prix des prestations

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 45

**Critère :**

**Type :** Qualité

**Description :** Valeur environnementale

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 15

**Critère :**

**Type :** Qualité

**Description :** Valeur technique de l'offre

**Pondération (pourcentage, valeur exacte) :** 40

**5.1.11 Documents de marché**

**Adresse des documents de marché :** <https://marches.maximilien.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=876527&orgAcronyme=d6n>

**5.1.12 Conditions du marché public**

**Conditions de présentation :**

**Présentation par voie électronique :** Requise

**Adresse de présentation :** <https://marches.maximilien.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=876527&orgAcronyme=d6n>

**Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées :** français

**Catalogue électronique :** Non autorisée

**Date limite de réception des offres :** 01/07/2024 à 18:00

**Date limite de validité de l'offre :** 180 Jour

**Conditions du marché :**

**Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés :**  
Non

**Facturation en ligne :** Requise

**La commande en ligne sera utilisée :** oui

**Le paiement en ligne sera utilisé :** oui

**5.1.15 Techniques**

**Accord-cadre :**

Accord-cadre, sans remise en concurrence

**Informations sur le système d'acquisition dynamique :**

Pas de système d'acquisition dynamique

**Enchère électronique :** non

**5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen**

**Organisation chargée des procédures de médiation :** Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise

**Organisation chargée des procédures de recours :** Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise

## **Section 8 - Organisations**

8.1 ORG-0001

**Nom officiel :** Ville de La Garenne-Colombes

**Numéro d'enregistrement :** 21920035900012

**Adresse postale :** 68 boulevard de la République

**Ville :** La garenne-colombes

**Code postal :** 92250

**Pays :** France

**Point de contact :** Service commande publique

**Adresse électronique :** marches.publics@lagarennecolombes.fr

**Téléphone :** 017242400

**Profil de l'acheteur :** <https://marches.maximilien.fr/entreprise>

**Rôles de cette organisation :**

**Acheteur**

8.1 ORG-0002

**Nom officiel :** Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise

**Numéro d'enregistrement :** 17950702500015

**Adresse postale :** 2-4 boulevard de l'Hautil BP 30322

**Ville :** Cergy-pontoise

**Code postal :** 95027

**Pays :** France

**Adresse électronique :** greffe.ta-cergy-pontoise@juradm.fr

**Téléphone :** 0130173400

**Rôles de cette organisation :**

**Organisation chargée des procédures de recours**

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours**

**Organisation chargée des procédures de médiation**

## **Section 10 - Modification**

**Version de l'avis antérieur à modifier :** de97c0e2-0a0c-43d9-a4cb-dda40d30f7a4-01

**Principale raison de la modification :** Correction par l'acheteur

## **Section 11 - Informations relatives à l'avis**

### 11.1 Informations relatives à l'avis

**Identifiant/version de l'avis** : 512ae725-621b-474b-a7ce-272453fc1366 - 01

**Type de formulaire** : Mise en concurrence

**Type d'avis** : Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

**Date d'envoi de l'avis** : 21/06/2024 à 17:33

**Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible** : français

### 11.2 Informations relatives à la publication

---

**Date d'envoi du présent avis à la publication** : 21/06/2024